

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX****RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)*****Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
Direction interdépartementale des routes Est

***Mandataire***

Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est

***Représentant du pouvoir adjudicateur***

Monsieur le directeur interdépartemental des routes Est

***Objet de la consultation***

A31 – Longeville-lès-Metz – Réparation de l'ouvrage AU26 au PR 303+370

***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : **19/02/2021 à 11 h 00**  
(heure locale de l'adresse du RPA)

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>5</u></b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>5</u></b>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>5</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>5</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>6</u>
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	<u>6</u>
2-5. Variantes.....	<u>6</u>
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	<u>6</u>
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	<u>7</u>
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	<u>7</u>
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>7</u>
2-10. Délai de validité des offres.....	<u>7</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>7</u>
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	<u>7</u>
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	<u>8</u>
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	<u>8</u>
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	<u>8</u>
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	<u>8</u>
<b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>9</u></b>
3-1. Solution de base.....	<u>9</u>
3-2. Variantes.....	<u>15</u>
<b>ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....</b>	<b><u>15</u></b>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>15</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>16</u>

<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....</b>	<b><u>20</u></b>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b><u>21</u></b>

**INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales et sociales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations. Les clauses sociales ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné « Maître d'ouvrage ».*

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne des prestations de réparation de l'ouvrage AU26 assurant le franchissement du bras de la Moselle d'accès au port de plaisance de METZ par l'autoroute A31 au PR 303+370 à LONGEVILLE-LES-METZ.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est : LONGEVILLE-LES-METZ (57)

Les prestations feront l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique (CCP).

## ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

### 2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comportera une tranche ferme et une tranche optionnelle désignées ci-après :

Désignation des tranches	
<b>Tranche ferme</b>	Réalisation de l'ensemble des travaux sur l'extrados de l'ouvrage et remplacement des appareils d'appui – Travaux prévus en 2021
<b>Tranche optionnelle</b>	Réalisation de l'ensemble des travaux sous l'intrados de l'ouvrage (réparations du béton et renforcement par matériaux composites collés) – Travaux prévus en 2022

L'opération de travaux n'est pas allotie.

Il n'est prévu ni indemnité de dédit ni rabais sur la tranche optionnelle.

## **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées solidaires.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule candidature en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Le choix de la forme du groupement est justifié par la nature même des travaux à réaliser qui nécessitent une coordination exemplaire compte tenu du caractère et de la situation stratégique de l'ouvrage et une solidarité entière pour respecter les délais contraints que le groupement d'entreprises conjointes ne permet pas de garantir, chacun des acteurs étant responsable de sa seule partie. L'imbrication de tous travaux justifie la responsabilisation de tous les acteurs.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix (10) jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats doivent compléter le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par des propositions techniques concernant les points suivants :

- modèle de joint de chaussée,
- modèle de chape d'étanchéité,
- modèle de dispositif de retenue marqué CE (sur longrine sur ouvrage et sur supports battus hors ouvrage) ne nécessitant aucun renforcement du ferrailage des tabliers et dispositif de raccordement disposant d'une certification de conformité par la marque NF 058 Équipements de la route compatible avec les glissières génériques de section courante existantes,
- type du procédé (plat carbone pultrudé), caractéristiques et mode de mise en œuvre des renforcements par matériaux composites collés.

## **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Le RPA se réserve le droit de recourir à la négociation avec les soumissionnaires dont les candidatures ont été retenues. Néanmoins, il pourra également attribuer le marché sans négociation.

La négociation, à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur, pourra porter sur tout élément (prix, durée, conditions d'exécution, etc.) sans qu'elle puisse avoir pour effet de modifier la nature du marché.

## **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Les règles concernant la durée du marché sont fixées dans l'acte d'engagement.

Les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après font l'objet de délais distincts fixés dans l'acte d'engagement :

Tranche	Désignation
Ferme	Travaux sur les rives dans les deux sens (DT01)
	Travaux sur le TPC dans les deux sens (DT02)
	Réfection de l'étanchéité et des enrobés du tablier Ouest sur la bretelle de sortie Metz centre (DT03)
	Réfection de l'étanchéité et des enrobés du tablier Ouest sur la section courante (DT04)
	Réfection de l'étanchéité et des enrobés du tablier Est (DT05)

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingts (180) jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

**A.** Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

**B.** Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

**C.** Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

Aucune stipulation particulière.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.



L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.2 du CCAP.

Le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la Maison de l'Emploi du Grand Nancy se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Ses coordonnées sont les suivantes :

Maison de l'Emploi du Grand Nancy  
88 Avenue du XX<sup>e</sup> Corps  
BP 90657  
54063 NANCY CEDEX

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- mise en place d'échafaudages et de plateformes de travail à platelage jointif destinés à empêcher toute chute de matériaux dans le lit du cours d'eau ;
- rédaction d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE), mise en place et suivi de son application.

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur à l'adresse internet : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- le présent règlement ;
- les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ou rédiger ;

- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et en annexe, le règlement de police pour la navigation sur la Moselle ;
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- la notice environnementale ;
- le dossier d'exploitation sous chantier comprenant :
  - la notice d'exploitation ;
  - la signalisation temporaire – prescriptions et procédures d'intervention sur RCS ;
- les cadres des décompositions des prix forfaitaires n° 1010A, 1010B, 1030A, 1030B, 1120A, 1120B, 4010, 4020, 7010, 9170A ;
- les cadres des sous-détails des prix unitaires n° 3010, 3020, 3040, 5050, 6030, 8060 et 8070 ;
- le plan de situation ;
- les plans de la réparation comprenant les documents suivants :
  - Vue en plan – Inventaire des dégradations
  - Culées C0 et C3 – Inventaire des dégradations
  - Coupes – Détails
  - Détails phasage étanchéité
  - Vérinage – Conception – Détails
  - Renforcement intrados
- l'avant-métré ;
- le diagnostic de l'ouvrage comprenant :
  - Diagnostic du tablier
  - Annexe 1 – Bordereau de données MCP-EL
  - Annexe 2 – Note de calculs MCP-EL
- la justification du renforcement du tablier et du remplacement des appareils d'appui
- les investigations et inspections suivantes :
  - Rapport d'inspection détaillée de 2 et 3 mai 2017
  - Inspection subaquatique des fondations – Campagne 2020 (Rapport Réseaux et fondations de l'inspection du 6 août 2020)
  - Extraits de la campagne de carottages de la DIR Est (Qualys)
  - Carottages de chaussée (Next Road 2019)
  - Rapport d'expertise du béton (LR Nancy C19EI049 de novembre 2019)
  - Reconnaissance des câbles de précontrainte (Rapport LR Nancy 92-0875 du 13 novembre 1992)
  - Inspection des câbles de précontrainte (Rapport LR Nancy 2002-67-39 du 3 octobre 2002)
  - Mesures sous trafic (Rapport LR Nancy 2002-67-21 du 29 octobre 2002)

- Interdépendance des fissures et des structures internes – Auscultation radar (Rapport LR Nancy 2007-66-32 du 12 décembre 2007)
- Interdépendance des fissures et des structures internes – Relevé des fissures (Rapport LR Nancy 2007-66-32r de janvier 2008)
- les plans de l'ouvrage existant comprenant les documents suivants :
  - Plan de piquetage
  - Vue en plan des fondations de piles et des culées
  - Culées 1–4 – Coffrage
  - Coffrage des piles
  - Tablier – Coffrage
  - Superstructures
  - Tablier Est – Ferrailage – Câblage
  - Tablier Ouest – Ferrailage – Câblage
  - Culées – Ferrailage
  - Piles – Ferrailage
  - Corniches & murets – Ferrailage
- les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants.

### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Tous les documents qui devront être signés le seront de manière électronique conformément aux dispositions de l'article 5 du présent règlement.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

#### **dans un sous dossier :**

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont précisées ci-dessous.

La déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2142-1 à R.2142-14 du CCP susvisés et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les soumissionnaires préciseront la forme juridique du candidat et en cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire.

Ils pourront utiliser les DC1 et DC2 téléchargeables à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/>

#### **Pour l'appréciation de la capacité économique et financière :**

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le chiffre d'affaires minimal requis est de 4 M€.

- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents conformes à l'arrêté n° 0076 du 31 mars 2016.
- Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur public.

**Pour l'appréciation des capacités techniques et professionnelles :**

- La présentation d'une liste des principaux travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Un contrôle de références pourra être mené auprès des commanditaires listés.

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- L'indication des techniciens ou organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, complété d'un curriculum vitae pour les responsables du contrôle de la qualité auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement dont le candidat disposera pour la réalisation du marché.
- La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
- Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique pour l'exécution du marché.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité :

- de remettre un dossier explicatif conforme à la présentation indiquée ci-dessus,
- d'éviter les documents trop généraux,
- de veiller à la clarté et à la cohérence des documents,
- de veiller en cas de groupement à remettre des documents communs et non la somme des documents propres à chaque membre du groupement.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

**dans un autre sous-dossier :**

**– Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement : cadre à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise.

La réglementation n'impose pas aux soumissionnaires de joindre l'acte d'engagement signé au dossier des soumissionnaires à ce stade de la procédure. Il pourra être signé au moment de l'attribution du marché par le seul titulaire pressenti.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat produira un acte de sous-traitance par sous-traitant.

Ce formulaire est téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) (DAJ / Formulaires – Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le dossier des propositions techniques prévues au 2-4 ci-dessus.
- Le bordereau des prix et le détail estimatif : cadres à compléter sans modification.
- Une décomposition des prix forfaitaires n° 1010A, 1010B, 1030A, 1030B, 1120A, 1120B, 4010, 4020, 7010, 9170A.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs ; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Un sous-détail des prix unitaires n° 3010, 3020, 3040, 5050, 6030, 8060 et 8070. Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :
  - les déboursés ou frais directs ;
  - les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
  - la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.
- Le sous-détail du prix n° 10010 (Plus-value COVID) identifiant :
  - les pertes de rendement ;
  - l'impact du référent COVID ;
  - les frais de modification des installations de chantier, y compris ceux liés au ménage ;
  - les mesures individuelles, y compris les déplacements et les EPI spécifiques.
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) précisant :
  - l'organisation des chantiers et les intervenants ;
  - les compétences mobilisées par le candidat ;
  - la liste des procédures d'exécution ;
  - l'organisation du contrôle intérieur (interne et externe), y compris la liste des points d'arrêt.

- Un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement comprenant notamment :
  - l'identification des risques environnementaux spécifiques au chantier et au site mentionnés dans la notice environnementale ainsi que l'organisation et les moyens humains et matériels envisagés pour gérer ces risques ;
  - un SOSED identifiant les déchets spécifiques au chantier et les filières de traitement.

#### **– Les documents explicatifs**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

- l'organigramme nominatif de la société et l'organigramme nominatif fonctionnel que le candidat compte mettre en place pour l'exécution du présent marché ;
- les certificats de qualifications professionnelles, qualification de chacune des personnes affectées à la mission, CV et expérience dans les domaines des ouvrages d'art, notamment :
  - les opérations de mise en œuvre des renforts en matériaux composites avec fourniture des habilitations à la mise en œuvre de matériaux composites ;
  - les opérations de balisage et de signalisation sur routes à chaussées séparées ;
- le mémoire technique comportant :
  - le planning prévisionnel détaillé de réalisation des travaux sous la forme de graphique à barres identifiées par nature de travaux et faisant apparaître le phasage envisagé, les marges en termes de délais, le chemin critique et les intempéries prévisibles ;
  - une note technique décrivant les moyens mis en œuvre pour réaliser les études d'exécution du génie civil et des ouvrages provisoires et précisant de manière détaillée les moyens et méthodes que le candidat déploiera pour réaliser le relevé précis de l'ensemble de l'ouvrage existant ;
  - une note technique précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des tabliers de l'ouvrage ;
  - une note technique précisant les dispositions projetées pour la mise en œuvre des échafaudages d'accès et des planchers de travail sous les tabliers en utilisant éventuellement la voie d'eau ;
  - une note technique décrivant les moyens que le candidat se propose de déployer pour réaliser les travaux de renforcement par matériaux composites collés et détaillant de manière précise les opérations de mise en œuvre et leur phasage compte tenu de la présence de la voie d'eau et du maintien de son activité, étayée par une note de calculs de dimensionnement du renfort en matériaux composites établie en respectant les principes fixés à l'article 2.16 du CCTP et d'un plan de calepinage pour les deux tabliers ;
  - une note technique décrivant les dispositifs de retenue marqués CE proposés et leur dispositif de raccordement NF 058 Équipements de la route aux dispositifs de section courante existants, accompagnée, outre des certifications, de schémas de calepinage permettant d'apprécier la longueur totale à mettre en œuvre en rive comme en TPC et de coupes permettant de mesurer leur emprise transversale ;

- une note technique décrivant les moyens que le candidat envisage de mettre en place pour réaliser les opérations de vérinage, de calage et de dévérinage des tabliers accompagnée du détail des opérations ;
- une note technique décrivant les moyens que le candidat se propose d'adopter pour la réalisation des opérations de balisage (pose et dépose) ;
- une note relative aux méthodes et les moyens que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux de réfection de l'étanchéité ;
- une note relative aux modalités et méthodes relatives à l'hygiène et à la sécurité que le candidat mettra en œuvre pour ce chantier.

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre ne comportant pas l'une de pièces du projet de marché ou l'une des pièces accompagnant le mémoire technique et justificatif sera considérée irrégulière et sera rejetée.**

### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- les certificats fiscaux et sociaux ;
- les pièces prévues aux articles R.1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail ;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-14.4 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

### **3-2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION**

Le pouvoir adjudicateur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

## 4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

- Si le RPA n'engage pas de négociation, les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières seront éliminées. Toutefois, le RPA se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de régulariser les offres irrégulières dans un délai imparti.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

- Si le RPA décide de négocier, les offres inappropriées seront éliminées. Les autres offres seront soumises à négociation et les offres inacceptables ou irrégulières pourront devenir acceptables ou régulières à l'issue de la négociation.

A l'issue de la négociation, le RPA demandera aux soumissionnaires de déposer une offre finale. Les offres qui demeureront irrégulières ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, le RPA se réserve le droit de demander aux soumissionnaires de régulariser les offres irrégulières dans un délai imparti.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
<b>Le prix des prestations</b> sera apprécié au vu du bordereau de prix et du détail estimatif fournis par le maître d'œuvre et valorisés par le candidat.	50 %
<b>La valeur technique des prestations</b> sera appréciée au vu du contenu du SOPAQ, du mémoire justificatif et explicatif, de la décomposition des prix forfaitaires et des sous-détails des prix unitaires, du SOPRE et du contenu du SOSED.	50 %

Ces critères porteront sur les deux tranches.

### Méthode d'analyse des offres :

#### Le critère « Prix des prestations » ( $N_P$ ) est noté sur 20 points

Pour l'attribution des notes, la formule utilisée pour ce critère est la suivante :

$$Note = 20 * \frac{e^{\frac{((1+\lambda) * P_{mini}) - P_{offre}}{\lambda * P_{mini}}}}{e}$$

- $P_{offre}$  représente le prix de l'offre à noter
- $P_{mini}$  représente le prix de l'offre la moins-disante
- «  $\lambda$  » représente l'importance accordée par le RPA aux critères autres que le critère « Prix des prestations ».

La valeur de «  $\lambda$  » retenue par le RPA pour le présent marché est égale à 1.



La note obtenue est arrondie au centième.

La note maximale de 20 sera attribuée à l'offre la moins-disante.

**Le critère « Valeur technique » ( $N_T$ ) est noté sur 20 points.**

Les points seront attribués au candidat en fonction de la maîtrise des risques suivants :

- ***Maîtrise des risques en termes de délai : 4 points, appréciée :***
  - par l'analyse du planning détaillé intégré au mémoire technique, qui fera apparaître la prise en compte des interactions avec la circulation autoroutière et les modalités de réalisation des protections et échafaudages sous l'ouvrage, en regard des plages journalières et horaires disponibles, noté sur **2 points**, absent = **0 point** ;
  - par l'analyse du planning détaillé intégré au mémoire technique qui fera apparaître l'ensemble des travaux à réaliser en regard du délai global d'exécution et des délais distincts et partiels, et des conditions d'exploitation de l'A31, noté sur **2 points**, absent = **0 point**.
- ***Maîtrise des risques en termes de dimensionnement des matériaux composites et d'études d'exécution et des ouvrages provisoires : 3 points, appréciée au travers du mémoire technique et du SOPAQ ;***
  - pertinence du dimensionnement des matériaux composites et précision du calepinage, notée sur **1 point**, absent = **0 point** ;
  - description des modalités, méthodes et matériels que le candidat compte mettre en œuvre pour la réalisation des études d'exécution, notamment celles relatives à la justification des matériaux composites et des études des ouvrages provisoires, notée sur **1 point**, absent = **0 point** ;
  - expérience des bureaux d'études associés aux travaux, en matière de génie civil en sites aquatiques notée sur **1 point**, absent = **0 point**.
- ***Maîtrise des risques en termes de qualité : 8 points, appréciée au travers du mémoire technique :***
  - expérience des équipes travaux mises en place par le titulaire, en matière de chantier de réparation d'ouvrages similaires (application de renforts en matériaux composites collés, ragréage, injection de fissures, travaux de génie civil, étanchéité, joints d'ouvrage, vérinage...), description et exhaustivité des contrôles intérieurs (interne et externe) pour toutes les techniques prévues au marché, notées sur **2 points**, absent = **0 point**.
  - descriptif des modalités d'amenée, de pose et de transfert des dispositifs d'accès et des platelages de travail, précision des installations proposées noté sur **1 point**, absent = **0 point** ;
  - descriptif précis des opérations de vérinage, calage et déverinage et des moyens affectés, précision des opérations et du planning de réalisation noté sur **1 point**, absent = **0 point** ;
  - descriptif clair et détaillé de la prise en compte des contraintes techniques liées aux travaux d'application des matériaux composites collés notamment au regard de la circulation fluviale sous l'ouvrage, précision du phasage de ces opérations noté sur **2 points**, absent = **0 point** ;

- précision des renseignements et exhaustivité du contenu du SOPAQ et de la liste des produits et fournisseurs pour tous les travaux (bétons, étanchéité, joints d'ouvrage, dispositifs de retenue, appareils d'appui, type de matériau composite, produits de réparation et d'injection du béton, etc.), noté sur **2** points, absent = **0** point.
- **Maîtrise des risques en matière de sécurité : 2 points, appréciée au travers du mémoire technique**
  - descriptif des modalités et méthodes que la société compte mettre en œuvre pour garantir l'hygiène et la sécurité, noté sur **1** point, absent = **0** point.
  - descriptif et modalités d'intervention sur l'autoroute A31 lors des opérations liées à la mise en place des protections, noté sur **1** point, absent = **0** point.
- **Maîtrise des risques en matière d'environnement appréciée au travers du contenu du SOPRE, du SOSED et du mémoire technique : 3 points**
  - précision et efficacité démontrée, description et exhaustivité des installations de protection sur le chantier, noté **1** point, absent = **0** point ;
  - organisation générale pour la protection de l'environnement, y compris les moyens de contrôle mis en place par la direction de l'entreprise, précision du contenu et exhaustivité du SOPRE et des procédures environnementales associées noté **1** point, absent = **0** point ;
  - description des déchets générés par le chantier et de la filière de traitement de chaque déchet, description des moyens mis en œuvre pour trier et stocker provisoirement les déchets de chantier noté **1** point, absent = **0** point.

La note finale est établie de la manière suivante :

$$N_F = 0,50 \times N_P + 0,50 \times N_T$$

**Après classement des offres conformément aux critères pondérés, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée.

Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

**Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.**

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence :

#### **DIRE-A31-LONGEVILLE-AU26**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- la durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n° 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2.1.** Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté ; l'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction interdépartementale des routes Est  
BGAM – Pôle marché  
10-16 promenade des Canaux  
BP 82120  
54021 NANCY Cedex  
Copie de sauvegarde pour : **DIRE-A31-LONGEVILLE-AU26**  
**A31 – Longeville-lès-Metz – Réparation de l'ouvrage AU26 au PR 303+370**  
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :  
**« NE PAS OUVRIR »**

<sup>(\*)</sup> En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté « Joliet »), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n° 12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2.2.** Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'article 5-2.1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;

- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard douze (12) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres.